

Conseil provincial

Palais provincial
Place Saint-Lambert, 18A
4000 LIEGE
N° d'entreprise : 0207.725.104

PROCES VERBAL DE LA REUNION PUBLIQUE DU 23 MARS 2015

M. Claude KLENKENBERG, Président, ouvre la séance à 15h15.

Mme Myriam ABAD-PERICK et M. Jean-Claude JADOT siègent au Bureau en qualité de Secrétaires.

M. le Gouverneur et Mme la Directrice générale provinciale assistent à la séance.

Il est constaté par la liste de présence que 51 membres assistent à la séance.

Présents :

Mme Myriam ABAD-PERICK (PS), Mme Isabelle ALBERT (PS), M. Marcel BERGEN (PTB+), M. Alfred BREUWER (MR), Mme Muriel BRODURE-WILLAIN (PS), M. Léon CAMPSTEIN (PS), Mme Silvana CAROTA (ECOLO), M. Jean-François CLOSE-LECOCQ (ECOLO), M. Fabian CULOT (MR), M. Alain DEFAYS (CDH), M. André DENIS (MR), Mme Valérie DERSELLE (PS), M. Dominique DRION (CDH), M. Pierre ERLER (CDH), M. Miguel FERNANDEZ (PS), Mme Katty FIRQUET (MR), Mme Anne-Catherine FLAGOTHIER (MR), M. Gérard GEORGES (PS), M. André GERARD (ECOLO), M. Christian GILBERT (MR), M. André GILLES (PS), M. Jean-Marie GILLON (ECOLO), M. Marc HODY (ECOLO), M. Jean-Claude JADOT (MR), Mme Valérie JADOT (PS), M. Claude KLENKENBERG (PS), Mme Denise LAURENT (PS), M. Luc LEJEUNE (CDH), M. Eric LOMBA (PS), Mme Anne MARENNE-LOISEAU (CDH), Mme Alexandra MATHELOT-COLETTE (MR), M. Jean MATHY (PS), Mme Jennifer MAUS (MR), M. Julien MESTREZ (PS), M. Robert MEUREAU (PS), M. Jean-Claude MEURENS (MR), Mme Josette MICHAUX (PS), Mme Marie MONVILLE (CDH), Mme Marie-Noëlle MOTTARD (MR), M. Paul-Emile MOTTARD (PS), Mme Sabine NANDRIN (MR), M. Hans NIESSEN (ECOLO), M. Jean-Luc NIX (MR), M. Alfred OSSEMANN (PS), M. Georges PIRE (MR), Mme Vinciane PIRMOLIN (CDH), Mme Vinciane SOHET (PS), M. José SPITS (CDH), M. André STEIN (MR), M. Marc YERNA (PS), M. Bernard ZACHARIAS (MR).

Excusés :

M. Matthieu CONTENT (ECOLO), Mme Isabelle FRESON (MR), Mme Sandrine MAQUINAY (ECOLO), M. Rafik RAASSA (PTB+), M. Jean-Marie VALKENERS (PS).

1. ORDRE DU JOUR ACTUALISE

Séance publique

1. Lecture du résumé du procès-verbal de la réunion du 26 février 2015.
2. Rapport d'activités 2014 concernant « L'Enseignement ».
(Document 14-15/RA/07) – 1^{ère} Commission (Enseignement et Formation – Supracommunalité – Grands Événements et Communication)

3. Rapport d'activités 2014 concernant « La Formation et les Centres PMS et PSE ».
(Document 14-15/RA/08) – 1^{ère} Commission (Enseignement et Formation – Supracommunalité – Grands Événements et Communication)
4. Rapport d'activités 2014 concernant « Les Grands Evénements ».
(Document 14-15/RA/13) – 1^{ère} Commission (Enseignement et Formation – Supracommunalité – Grands Événements et Communication)
5. Rapport d'activités 2014 concernant « La Communication, le Protocole et les Relations Extérieures ».
(non inclus les Relations extérieures)
(Document 14-15/RA/14) – 1^{ère} Commission (Enseignement et Formation – Supracommunalité – Grands Événements et Communication)
6. Rapport d'activités 2014 concernant « La Supracommunalité ».
(Document 14-15/RA/18) – 1^{ère} Commission (Enseignement et Formation – Supracommunalité – Grands Événements et Communication)
7. Rapport d'activités 2014 concernant « La Famille, l'Enfance, les Affaires sociales et les Prêts d'études ».
(Document 14-15/RA/05) – 2^{ème} Commission (Santé et Affaires sociales – Relations extérieures – Intercommunales)
8. Rapport d'activités 2014 concernant « Le Logement ».
(Document 14-15/RA/06) – 2^{ème} Commission (Santé et Affaires sociales – Relations extérieures – Intercommunales) et 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)
9. Rapport d'activités 2014 concernant « La Santé publique & la Qualité de vie ».
(Document 14-15/RA/10) – 2^{ème} Commission (Santé et Affaires sociales – Relations extérieures – Intercommunales)
10. Rapport d'activités 2014 concernant « La Communication, le Protocole et les Relations Extérieures ».
(non inclus la Communication et le Protocole)
(Document 14-15/RA/14) – 2^{ème} Commission (Santé et Affaires sociales – Relations extérieures – Intercommunales)
11. Rapport d'activités 2014 concernant « La Culture ».
(Document 14-15/RA/02) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)
12. Rapport d'activités 2014 concernant « La Jeunesse ».
(Document 14-15/RA/04) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)
13. Rapport d'activités 2014 concernant « Le Tourisme ».
(Document 14-15/RA/12) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)
14. Rapport d'activités 2014 concernant « La Cellule Fonds Européens ».
(Document 14-15/RA/16) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)
15. Rapport d'activités 2014 concernant « L'Agriculture ».
(Document 14-15/RA/01) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité) et 5^{ème} Commission (Travaux – Environnement – Agriculture)
16. Rapport d'activités 2014 concernant « L'Education physique et les Sports ».
(Document 14-15/RA/03) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)

17. Rapport d'activités 2014 concernant « La Direction des Systèmes d'Information ». **(Document 14-15/RA/11) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)**
18. Rapport d'activités 2014 concernant « La Gestion des Ressources humaines ». **(Document 14-15/RA/15) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)**
19. Rapport d'activités 2014 concernant « Les Sanctions administratives communales ». **(Document 14-15/RA/17) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)**
20. Rapport d'activités 2014 concernant « Les Infrastructures et l'Environnement ». **(Document 14-15/RA/09) – 5^{ème} Commission (Travaux – Environnement – Agriculture)**
21. Modification de la représentation provinciale au sein des ASBL « CPL-ANIMAL », « CPL-VEGEMAR » et « CPL-PROMOGEST » : remplacement de M. André DENIS, Député provincial. **(Document 14-15/178) – Bureau du Conseil**
22. Modifications au Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil provincial de Liège. **(Document 14-15/179) – Bureau du Conseil**
23. Nouvelle composition des Commissions du Conseil provincial.
24. Octroi de subventions en matière de Santé – Demande de soutien de l'asbl « 361 degrés ». **(Document 14-15/180) – 2^{ème} Commission (Santé et Affaires sociales – Relations extérieures – Intercommunales)**
25. Culture – Donation d'une œuvre d'art par Madame Camille KAIRIS. **(Document 14-15/181) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)**
26. Octroi de subventions en matière de Culture – Demande de soutien de la Sprl « Les Films de la Passerelle ». **(Document 14-15/182) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)**
27. Octroi de subventions en matière de Culture – Demande de soutien de l'asbl « Présence et Action Culturelles – Régionale de Liège ». **(Document 14-15/183) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)**
28. Octroi de subventions en matière de Culture – Demande de soutien de l'asbl « Eclecta ». **(Document 14-15/184) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)**
29. Octroi de subventions en matière de Culture – Demande de soutien de la Fondation d'Utilité Publique Bolly-Charlier. **(Document 14-15/185) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)**
30. Octroi de subventions en matière de Culture – Demande de soutien de la Ville de Waremme. **(Document 14-15/186) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)**
31. Octroi de subventions en matière de Culture – Demande de soutien de l'asbl « Les Territoires de la Mémoire ». **(Document 14-15/187) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)**

32. Octroi de subventions en matière de Culture – Demande de soutien de Madame Elena LAVRENOV.
(Document 14-15/198) – 3^{ème} Commission (Culture – Tourisme – Fonds structurels européens)
33. Budget provincial 2015 – 2^{ème} série de modifications.
(Document 14-15/188) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)
34. Emprunts de couverture des dépenses extraordinaires de 2015 – 2^{ème} série.
(Document 14-15/189) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)
35. Mise à disposition des Communes d'Aywaille et de Crisnée d'un fonctionnaire provincial chargé de la poursuite des infractions administratives classiques (loi SAC) des infractions environnementales (Code de l'Environnement) et des infractions de voirie (décret du 06 février 2014).
(Document 14-15/190) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)
36. Mise à disposition de la commune de Bütgenbach, d'un fonctionnaire provincial chargé d'infliger les amendes administratives en matière de voirie communale.
(Document 14-15/191) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)
37. Marché public de fournitures – Mode de passation et conditions de marché – Maison provinciale de la Formation – Acquisition de mobilier pour la Maison provinciale de la Formation – 2^{ème} phase.
(Document 14-15/192) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)
38. Rapport d'évaluation annuel relatif au contrat de gestion conclu entre la Province de Liège et l'asbl « Maison des Sports de la Province de Liège » – Exercice 2013/Prévisions 2014.
(Document 14-15/193) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)
39. Rapport d'évaluation annuel relatif au contrat de gestion conclu entre la Province de Liège et l'asbl « Challenge Jogging Province de Liège », en abrégé « CJPL » asbl – Exercice 2013/Prévisions 2014.
(Document 14-15/194) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)
40. Octroi de subventions en matière de Sports – Demande de soutien de l'asbl « Aile Francophone de la Fédération Royale Belge de Tennis de Table ».
(Document 14-15/195) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)
41. Octroi de subventions en matière de Sports – Demande de soutien de la Commune d'Oreye.
(Document 14-15/196) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)
42. Avis à donner sur le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise orthodoxe grecque Sainte-Barbe à Liège.
(Document 14-15/199) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)
43. Règlement-tarif unique pour le Laboratoire provincial.
(Document 14-15/200) – 5^{ème} Commission (Travaux – Environnement – Agriculture)
44. Approbation du procès-verbal de la séance du 26 février 2015.

Séance à huis clos

45. Nomination à titre définitif d'une Directrice dans l'emploi définitivement vacant à l'Institut provincial d'Enseignement de Promotion Sociale de Herstal.
(Document 14-15/197) – 1^{ère} Commission (Enseignement et Formation – Supracommunalité – Grands Événements et Communication)
46. Nomination, par voie de promotion, à l'emploi d'Inspecteur vacant au cadre de la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation – Département Enseignement.
(Document 14-15/201) – 1^{ère} Commission (Enseignement et Formation – Supracommunalité – Grands Événements et Communication)
47. Nomination, par voie de promotion, à l'emploi de Directeur vacant au cadre de la Direction générale transversale des Finances et du Budget, des Ressources humaines, des Affaires générales, des Technologies de l'information et de la Communication.
(Document 14-15/202) – 4^{ème} Commission (Budget, Finances et Optimisation de l'Administration – Sports – Ruralité)

2. COMMUNICATION DE M. LE PRESIDENT

M. le Président du Conseil informe l'Assemblée que se trouvent sur les bancs l'ordre du jour actualisé de la séance de ce jour ainsi que la présentation globale et synthétique des rapports d'activités 2014.

Il apporte également une série d'informations :

- Au terme de la séance publique de ce jour, se tiendra une séance à huis clos qui portera sur trois dossiers.
- Conformément à notre Règlement d'Ordre Intérieur, les membres de l'Assemblée peuvent intervenir, sur simple inscription auprès du Président et celles-ci peuvent avoir lieu soit ce lundi 23 mars, soit le mercredi 25 mars. Tenant compte de ces éléments, **le planning des travaux de cette semaine se présentera comme suit :**

- Lundi 23 mars :
 - Ouverture de la discussion sur l'ensemble des rapports d'activités ;
 - Examen et vote des points à l'ordre du jour de la séance à huis clos.
- Mardi 24 mars : réunion des Commissions à 11 heures, au siège de l'intercommunale PUBLIFIN. Pour ceux qui le souhaitent, le départ de la navette est prévu à 10h30 depuis la Cour Notger et le retour aura lieu vers 15 heures.
- Mercredi 25 mars :
 - Examen des dossiers traditionnels ;
 - Poursuite de la discussion sur les rapports d'activités ouverts le lundi 23 mars ;
 - Premières réponses éventuelles du Collège provincial.A l'issue de la séance de ce mercredi, le Bureau se réunira pour l'examen d'un point complémentaire, à savoir la nouvelle composition des Commissions (dont l'Assemblée prendra connaissance le lendemain).
- Jeudi 26 mars :
 - Poursuite de l'examen des dossiers traditionnels ;
 - Réponses du Collège provincial dans le cadre de l'examen des rapports d'activités ouverts le lundi 23 mars et dont la discussion s'est clôturée le mercredi 25 mars.

3. LECTURE DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION PRECEDENTE

Mme Myriam ABAD-PERICK, Première Secrétaire, donne lecture du résumé du procès-verbal de la réunion du 26 février 2015. L'approbation du procès-verbal interviendra en fin de réunion.

4. DISCUSSIONS ET/OU VOTES DES RAPPORTS SOUMIS A LA DELIBERATION DU CONSEIL PROVINCIAL

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « L'ENSEIGNEMENT » (DOCUMENT 14-15/RA/07).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 1^{ère} Commission.

Ce document ayant soulevé des questions, M. Dominique DRION, Conseiller provincial-Chef de groupe, fait rapport sur celui-ci au nom de la 1^{ère} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA FORMATION ET LES CENTRES PMS ET PSE » (DOCUMENT 14-15/RA/08).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 1^{ère} Commission.

Ce document ayant soulevé des questions, Mme Sabine NANDRIN, Conseillère provinciale, fait rapport sur celui-ci au nom de la 1^{ère} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LES GRANDS ÉVÉNEMENTS » (DOCUMENT 14-15/RA/13).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 1^{ère} Commission.

Ce document ayant soulevé des questions, M. Marc HODY, Conseiller provincial-Chef de groupe, fait rapport sur celui-ci au nom de la 1^{ère} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA COMMUNICATION, LE PROTOCOLE ET LES RELATIONS EXTÉRIEURES » (NON INCLUS LES RELATIONS EXTÉRIEURES). DOCUMENT 14-15/RA/14

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 1^{ère} Commission, laquelle n'a émis aucune remarque ni aucune question. Celle-ci invite dès lors le Conseil à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA SUPRACOMMUNALITÉ » (DOCUMENT 14-15/RA/18).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 1^{ère} Commission.

Ce document ayant soulevé des questions, Mme Marie MONVILLE, Conseillère provinciale, fait rapport sur celui-ci au nom de la 1^{ère} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA FAMILLE, L'ENFANCE, LES AFFAIRES SOCIALES ET LES PRÊTS D'ÉTUDES » (DOCUMENT 14-15/RA/05).

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LE LOGEMENT » (DOCUMENT 14-15/RA/06).

M. le Président informe l'Assemblée que les documents 14-15/RA/05 et 06 ont été soumis à l'examen de la 2^{ème} Commission et ont été regroupés à sa demande. Le document 14-15/RA/06 a par ailleurs été soumis à l'examen de la 3^{ème} Commission, laquelle n'a émis aucune question ni aucune remarque.

Ces deux documents ayant soulevé des questions en 2^{ème} Commission, Mme Silvana CAROTA, Conseillère provinciale, fait rapport sur ceux-ci au nom de la 2^{ème} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA SANTÉ PUBLIQUE & LA QUALITÉ DE VIE » (DOCUMENT 14-15/RA/10).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 2^{ème} Commission.

Ce document ayant soulevé plusieurs questions, Mme Anne-Catherine FLAGOTHIER, Conseillère provinciale, fait rapport sur celui-ci au nom de la 2^{ème} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale.

M. José SPITS, Conseiller provincial, intervient à la tribune.

Plus personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA COMMUNICATION, LE PROTOCOLE ET LES RELATIONS EXTÉRIEURES » (NON INCLUS LA COMMUNICATION ET LE PROTOCOLE) » (DOCUMENT 14-15/RA/14).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 2^{ème} Commission.

Ce document ayant soulevé une question, M. Marc HODY, Conseiller provincial-Chef de groupe, fait rapport sur celui-ci au nom de la 2^{ème} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA CULTURE » (DOCUMENT 14-15/RA/02).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 3^{ème} Commission.

Ce document ayant soulevé des questions, M. José SPITS, Conseiller provincial, fait rapport sur celui-ci au nom de la 3^{ème} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA JEUNESSE » (DOCUMENT 14-15/RA/04).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 3^{ème} Commission.

Ce document ayant soulevé une question, Mme Valérie DERSELLE, Conseillère provinciale, fait rapport sur celui-ci au nom de la 3^{ème} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LE TOURISME » (DOCUMENT 14-15/RA/12).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 3^{ème} Commission.

Ce document ayant soulevé plusieurs questions, Mme Muriel BRODURE-WILLAIN, Conseillère provinciale, fait rapport sur celui-ci au nom de la 3^{ème} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale.

M. Jean-François CLOSE-LECOQ, Conseiller provincial, intervient à la tribune.

Plus personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA CELLULE FONDS EUROPÉENS » (DOCUMENT 14-15/RA/16).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 3^{ème} Commission, laquelle n'a émis aucune remarque ni aucune question. Celle-ci invite dès lors le Conseil à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « L'AGRICULTURE » (DOCUMENT 14-15/RA/01).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen des 4^{ème} et 5^{ème} Commissions. Ce document ayant soulevé plusieurs questions, Mmes Marie MONVILLE (pour les conclusions de la 4^{ème} Commission) et Vinciane SOHET (pour les conclusions de la 5^{ème} Commission), Conseillères provinciales, font rapport sur celui-ci au nom des 4^{ème} et 5^{ème} Commissions, lesquelles invitent l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale.

M. José SPITS, Conseiller provincial et Mme Marie MONVILLE, Conseillère provinciale interviennent à la tribune.

Plus personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « L'EDUCATION PHYSIQUE ET LES SPORTS » (DOCUMENT 14-15/RA/03).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 4^{ème} Commission.

Ce document ayant soulevé plusieurs questions, M. Alfred OSSEMANN, Conseiller provincial, fait rapport sur celui-ci au nom de la 4^{ème} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION » (DOCUMENT 14-15/RA/11).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 4^{ème} Commission, laquelle n'a émis aucune remarque ni aucune question. Celle-ci invite dès lors le Conseil à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES » (DOCUMENT 14-15/RA/15).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 4^{ème} Commission.

Ce document ayant soulevé plusieurs questions, M. André STEIN, Conseiller provincial, fait rapport sur celui-ci au nom de la 4^{ème} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES » (DOCUMENT 14-15/RA/17).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 4^{ème} Commission.

Ce document ayant soulevé plusieurs questions, M. Alain DEFAYS, Conseiller provincial, fait rapport sur celui-ci au nom de la 4^{ème} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale. Personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014 CONCERNANT « LES INFRASTRUCTURES ET L'ENVIRONNEMENT » (DOCUMENT 14-15/RA/09).

M. le Président informe l'Assemblée que ce document a été soumis à l'examen de la 5^{ème} Commission.

Ce document ayant soulevé plusieurs questions, M. José SPITS, Conseiller provincial, fait rapport sur celui-ci au nom de la 5^{ème} Commission, laquelle invite l'Assemblée à en prendre connaissance.

M. le Président ouvre la discussion générale.

M. Luc LEJEUNE, Conseiller provincial, intervient à la tribune.

Plus personne ne souhaitant intervenir, M. le Président rappelle à l'Assemblée que la discussion reste ouverte et que les intervenants potentiels pourront encore se manifester le mercredi 25 mars.

5. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION PRECEDENTE

Aucune réclamation n'ayant été formulée à son sujet, M. le Président déclare approuvé le procès-verbal de la réunion du 26 février 2015.

6. CLOTURE DE LA REUNION PUBLIQUE

Monsieur le Président déclare close la réunion publique. La réunion publique est levée à 16h15'.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,


Marianne LONHAY

Le Président,


Claude KLENKENBERG.

**
*

7. SEANCE A HUIS CLOS

En application de l'article L2212-15 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'article 50 du Règlement d'Ordre intérieur du Conseil provincial, M. le Président prononce le huis clos pour la suite des travaux de ce jour.

NOMINATION À TITRE DÉFINITIF D'UNE DIRECTRICE DANS L'EMPLOI DÉFINITIVEMENT VACANT À L'INSTITUT PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE DE HERSTAL (DOCUMENT 14-15/197).

RÉSOLUTION

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Considérant que l'emploi de directeur(trice) de l'Institut provincial d'Enseignement de Promotion Sociale de Herstal est définitivement vacant au 1er octobre 2012 ;

Vu le cadre du personnel de l'Institut susdit ;

Vu la résolution du 20 décembre 2012 désignant Madame Chantal WILLEMS en qualité de directrice stagiaire au sein dudit établissement, avec effet au 1er janvier 2013 ;

Attendu que :

- Madame Chantal WILLEMS a répondu à l'appel lancé le 18 octobre 2012 à l'emploi définitivement vacant de Directeur à l'Institut provincial d'Enseignement de Promotion Sociale de Herstal ;
- Madame Chantal WILLEMS a fonctionné deux années consécutives en qualité de Directrice stagiaire au sein de cet Institut ;
- Madame Chantal WILLEMS a été évaluée à deux reprises, conformément au décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des Directeurs, et a obtenu une appréciation de synthèse favorable au terme de sa deuxième année de stage ;
- Madame Chantal WILLEMS est titulaire des cinq attestations de réussite des formations telles qu'elles sont prévues dans le décret du 2 février 2007 précité ;

Vu le rapport de son Collège proposant la nomination de Madame Chantal WILLEMS à titre définitif au grade de Directeur à l'Institut provincial d'Enseignement de Promotion Sociale de Herstal ;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des Directeurs ;

Procède, en conclusion, par scrutin secret, à la nomination à titre définitif de Madame Chantal WILLEMS en qualité de Directrice, à temps plein, à l'Institut provincial d'Enseignement de Promotion Sociale de Herstal ;

Le dépouillement des bulletins donne les résultats suivants :

50 membres prennent part au vote :

- nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 50
- nombre de bulletins blancs ou nuls : 0
- votes valables : 50
- majorité absolue : 26

Votes favorables : 50

Vote défavorable : 0

Attendu que le Conseil provincial se rallie à la motivation présentée par son Collège provincial ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Sous réserve d’approbation par la Communauté française, Madame Chantal WILLEMS est nommée à titre définitif et à temps plein en qualité de Directrice dans un emploi définitivement vacant à l’Institut provincial d’Enseignement de Promotion Sociale de Herstal, à dater du 1^{er} avril 2015.

Article 2. – La présente résolution sera adressée à l’intéressée pour lui servir de titre, à la Direction générale de l’Enseignement et de la Formation – Département Enseignement et à la Communauté française, pour disposition.

En séance à Liège, le 23 mars 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

NOMINATION, PAR VOIE DE PROMOTION, À L’EMPLOI D’INSPECTEUR VACANT AU CADRE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION – DÉPARTEMENT ENSEIGNEMENT (DOCUMENT 14-15/201).
--

RÉSOLUTION

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Considérant qu’il y a lieu de titulariser un emploi d’Inspecteur à la Direction générale de l’Enseignement et de la Formation – Département Enseignement, vacant suite au transfert de Monsieur Jean-Pierre STREEL, Inspecteur au Département Enseignement de la Direction générale de l’Enseignement et de la Formation, vers un emploi vacant d’Inspecteur pédagogique au cadre du Département Formation de la même Direction générale, en date du 1^{er} février 2015 ;

Vu la situation du cadre de ladite Direction Générale ;

Vu le Règlement général du 29 avril 1993 déterminant les modalités d’attribution et les conditions d’accession aux fonctions de sélection et de promotion du personnel provincial enseignant et assimilé non subventionné, tel que modifié, et l’article 1^{er} du Règlement général organique des Services provinciaux ;

Vu l’appel lancé parmi les membres du personnel réunissant les conditions réglementaires d’accès à la fonction, telles que prévues au Règlement général du 29 avril 1993 susvisé ;

Vu la candidature de Monsieur Yves DISPA, né le 28 juillet 1960 à Verviers et domicilié à Andrimont, titulaire d’une licence en histoire et d’une agrégation de l’enseignement secondaire supérieur ;

Carrière provinciale :

- Est entré en fonction dans l'enseignement provincial le 26 octobre 1982 en qualité de professeur (ancienneté de service de 9468 jours au 31 août 2014) ;
- A fonctionné en qualité de professeur du 26 octobre 1982 au 30 juin 1983, du 1er septembre au 10 novembre 1983, du 28 novembre au 9 décembre 1983, du 11 janvier au 6 avril 1984, du 8 novembre 1984 au 19 décembre 1986, du 1er septembre 1988 au 3 mai 2007 dans divers établissements provinciaux de plein exercice et de promotion sociale ;
- A fonctionné en qualité de surveillant-éducateur au pool des professeurs suppléants du 3 novembre 1986 au 30 juin 1987 dans l'enseignement supérieur de plein exercice ;
- A fonctionné en qualité de chargé de cours du 15 octobre 1987 au 30 juin 1988 dans divers établissements provinciaux de plein exercice ;
- A été nommé en qualité de professeur dans l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice le 1^{er} novembre 1996 ;
- Peut se prévaloir d'un bulletin de signalement avec mention « Très Bon » lui attribué par le Collège Provincial du 22 mars 2001 ;
- A été chargé d'assurer les fonctions supérieures de Directeur à l'Institut provincial d'Enseignement secondaire de Seraing, du 4 mai 2007 au 22 novembre 2007, et à l'Ecole Polytechnique de Huy – Enseignement de la Province de Liège du 23 novembre 2007 au 15 août 2010 ;
- A été chargé des fonctions supérieures de Directeur à l'Institut provincial d'Enseignement secondaire de Verviers du 16 août 2010 au 28 février 2011 ;
- A fonctionné en qualité de Directeur stagiaire au niveau du secondaire supérieur de plein exercice à l'Athénée provincial de Flémalle Guy Lang du 1^{er} mars 2011 au 31 mars 2013 ;
- A été nommé en qualité de Directeur, à titre définitif et à temps plein, à l'Athénée provincial de Flémalle Guy Lang le 1er avril 2013 ;

Attendu que l'intéressé a déposé un dossier de notoriété ;

Vu la candidature de Madame Dominique DUCHENNE, née le 28 avril 1964 à Liège et domiciliée à Ben-Ahin, titulaire d'une licence en philologie germanique et d'une agrégation de l'enseignement secondaire supérieur ;

Carrière provinciale :

- Est entrée en fonction dans l'enseignement provincial le 18 avril 2001 en qualité de professeur (ancienneté de service de 3759 jours au 31 août 2014) ;
- A fonctionné en qualité de professeur et de chargée de cours dans divers établissements de plein exercice du 18 avril 2001 au 27 avril 2001, du 5 septembre 2001 au 30 juin 2002 et du 1er septembre 2002 au 31 octobre 2011 ;
- Peut se prévaloir d'un bulletin de signalement avec mention « Très Bon » lui attribuée par le Collège Provincial du 17 février 2005 ;
- A été nommée en qualité de chargée de cours le 1^{er} avril 2005 et en qualité de professeur le 1er avril 2006 ;
- A été chargée des fonctions supérieures de Directrice à l'Institut provincial d'Enseignement secondaire de Herstal du 1er novembre 2011 au 31 décembre 2011 en remplacement de Madame Joëlle PIEDBOEUF ;
- A fonctionné en qualité de Directeur – stagiaire au niveau secondaire supérieur de plein exercice à l'Institut provincial d'Enseignement secondaire de Huy du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2014 ;
- A été nommée en qualité de Directrice, à temps plein, dans un emploi définitivement vacant, à l'Institut provincial d'Enseignement secondaire de Huy, à dater du 1^{er} juillet 2014 ;

Attendu que l'intéressée a déposé un dossier de notoriété ;

Vu la candidature de Monsieur Benoît FRANCK, né le 11 octobre 1969 à Liège et domicilié à Grivegnée, titulaire d'une licence en histoire et d'une agrégation de l'enseignement secondaire supérieur ;

Carrière provinciale :

- Est entré en fonction dans l'enseignement provincial le 9 mai 2001 en qualité de chargé de cours (ancienneté de service de 3567 jours au 31 août 2014) ;
- A fonctionné en qualité de chargé de cours du 9 mai 2001 au 22 mai 2001 dans divers établissements provinciaux de plein exercice ;
- A fonctionné en qualité de surveillant éducateur externe au sein du pool du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation et administratif dans l'enseignement provincial de plein exercice du 1er octobre 2002 au 30 juin 2003 ;
- A fonctionné en qualité de professeur dans divers établissements provinciaux de plein exercice du 25 mai 2001 au 1er juin 2001 et du 18 septembre 2002 au 12 février 2012 ;
- Peut se prévaloir d'un bulletin de signalement avec mention « Bon » lui attribué par le Collège Provincial du 2 mars 2004 ;
- A été nommé en qualité de chargé de cours le 1er avril 2007 et en qualité de professeur le 1er avril 2008 ;
- A été chargé d'assurer les fonctions supérieures de Directeur à l'Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Herstal en remplacement de Madame Joëlle PIEDBOEUF du 13 février 2012 au 30 novembre 2013 ;
- A été désigné en qualité de Directeur-stagiaire à temps plein dans un emploi définitivement vacant au Lycée Technique Provincial Jean BOETS du 1er décembre 2013 au 2 octobre 2014 ;
- A été désigné du 3 octobre 2014 au 31 janvier 2015 en qualité d'Inspecteur à titre intérimaire au Département Enseignement de la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation, en remplacement de Monsieur Jean-Pierre STREEL, Inspecteur audit Département, pendant son absence pour maladie ;
- A été désigné en date du 1^{er} février 2015 à titre temporaire en qualité d'Inspecteur au Département Enseignement de la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation, sur un emploi vacant au cadre dudit Département et jusqu'à titularisation de cet emploi ;

Attendu que l'intéressé a déposé un dossier de notoriété ;

Vu la candidature de Monsieur Eric SURSON, né le 8 juin 1958 à Liège et domicilié à Andrimont, titulaire d'un graduat en informatique pédagogique et d'un diplôme d'aptitude pédagogique ;

Carrière provinciale :

- Est entré en fonction dans l'Enseignement provincial le 16 novembre 1981 en qualité de professeur (ancienneté de service de 9825 jours au 31 août 2014) ;
- A exercé les fonctions de professeur dans divers établissements provinciaux tant de plein exercice que de promotion sociale ;
- Peut se prévaloir d'un bulletin de signalement avec mention « Bon » lui attribué par le Collège Provincial du 28 septembre 1984 ;
- A été nommé à titre définitif le 1er juin 1985 en qualité de professeur ;
- A exercé les fonctions supérieures de chef d'atelier à l'Athénée provincial de Flémalle – Guy Lang du 1^{er} janvier 2004 au 31 mai 2005, fonctions dans lesquelles il a été nommé à titre définitif au 1^{er} juin 2005 ;
- A été chargé des fonctions supérieures de Sous - Directeur à l'École Polytechnique de Verviers – Enseignement de la Province de Liège du 8 septembre 2008 au 31 août 2010 ;
- A été nommé à titre définitif en qualité de Sous - Directeur à l'Institut provincial d'Enseignement secondaire de Hesbaye le 1er septembre 2010 et affecté à la même date en la même qualité à l'École Polytechnique de Verviers – Enseignement de la Province de Liège ;
- A été chargé des fonctions supérieures de Directeur dans cet établissement à la date du 1^{er} octobre 2011, fonctions dans lesquelles il a été nommé à titre définitif en date du 1^{er} octobre 2014 ;

Attendu que l'intéressé a déposé un dossier de notoriété ;

Attendu que les dossiers personnels et de notoriété des candidats ont été et sont tenus à la disposition des membres de l'Assemblée ;

Vu la proposition motivée de son Collège provincial de nommer à titre définitif Monsieur Benoît FRANCK en qualité d'Inspecteur à la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation – Département Enseignement, étant donné :

- Qu'au regard des différentes missions qui incombent à l'Inspection de la Direction générale de l'Enseignement et de l'examen, au travers des dossiers de notoriété, des affirmations d'expériences différentes et diverses ayant chacune son intérêt et sa valeur formative, l'expérience professionnelle acquise par M. Benoît FRANCK en qualité de membre du groupe de travail TESS-Histoire de la Communauté française et son concours apporté à la réalisation de plusieurs épreuves externes certificatives sont à souligner en ce qu'ils sont particulièrement utiles à la fonction d'Inspecteur ;
- Que Monsieur FRANCK exerce d'ores et déjà les fonctions supérieures d'Inspecteur à la Direction Générale de l'Enseignement et de la Formation – Département Enseignement et ce depuis le 3 octobre 2014, à l'entière satisfaction de sa hiérarchie ;
- Qu'il peut se prévaloir, du chef des différentes fonctions exercées antérieurement au sein de l'enseignement provincial, d'une expérience acquise à différents niveaux de responsabilité ;

Vu le Livre II du Code wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation du 22 mars 2005 organisant les Provinces et les dispositions de la loi provinciale non abrogées ;
Procède, par scrutin secret, à la nomination à titre définitif d'un Inspecteur à la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation – Département Enseignement ;

Le dépouillement des bulletins donne les résultats suivants :

- 50 membres prennent part au vote :
- nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 50
 - nombre de bulletins blancs ou nuls : 1
 - votes valables : 49
 - majorité absolue : 26

Monsieur Yves DISPA obtient 1 suffrage.
Madame Dominique DUCHENNE obtient 1 suffrage.
Monsieur Benoît FRANCK obtient 46 suffrages.
Monsieur Eric SURSON obtient 1 suffrage.

Attendu que le Conseil provincial se rallie à la motivation présentée par son Collège provincial ;

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Monsieur Benoît FRANCK est promu à titre définitif et à temps plein, en qualité d'Inspecteur à la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation – Département Enseignement, à dater du 1^{er} avril 2015.

Article 2. – La présente résolution sera adressée à l'intéressé(e) pour lui servir de titre et à la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation, pour information.

En séance à Liège, le 23 mars 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

NOMINATION, PAR VOIE DE PROMOTION, À L'EMPLOI DE DIRECTEUR VACANT AU CADRE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE TRANSVERSALE DES FINANCES ET DU BUDGET, DES RESSOURCES HUMAINES, DES AFFAIRES GÉNÉRALES, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (DOCUMENT 14-15/202).

RÉSOLUTION

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Attendu qu'il y a lieu de procéder à la titularisation de l'emploi de Directeur vacant au cadre de la Direction générale transversale des Finances et du Budget, des Ressources humaines, des Affaires générales, des Technologies de l'information et de la communication ;

Attendu que les crédits sont prévus au budget ;

Vu les conditions d'accès à l'emploi en cause ;

Attendu que cette vacance d'emploi a été portée à la connaissance des membres du personnel réunissant les conditions réglementaires ;

Vu les candidatures admissibles de Mesdames Muriel LAPAILLE, Anne PIROTTE et Nicole STEUKERS ;

Attendu que le dossier personnel respectif des intéressées est tenu à disposition des membres de l'Assemblée ;

Vu les éléments suivants du dossier de Madame Muriel LAPAILLE, à savoir :

Qu'elle est entrée en fonctions le 14 octobre 1993 au qualité d'attachée ;
Qu'elle a été nommée à titre définitif le 01 mars 1998, en la même qualité ;
Qu'elle a exercé les fonctions supérieures de Chef de Division (Division des Asbl et participations et des Assurances) du 1er novembre 2004 au 30 juin 2010 ;
Qu'elle a été promue au grade de Chef de Division : 1^{er} juillet 2010 ;
Qu'elle bénéficie d'un bulletin d'évaluation : Très Positif ;
Qu'elle fonctionne à la Division des Asbl et participations et des Assurances de la Direction générale transversale des Finances et du Budget, des Ressources humaines, des Affaires générales, des Technologies de l'information et de la communication.

Vu les éléments suivants du dossier de Madame Anne PIROTTE, à savoir :

Qu'elle est entrée en fonctions le 23 avril 1990 en qualité de secrétaire d'administration stagiaire ONEM à l'Administration centrale provinciale (Service juridique) ;
Qu'elle a été désignée le 7 mai 1991 en qualité de secrétaire d'administration à l'Administration centrale provinciale (Service juridique) ;
Qu'elle a été nommée à titre définitif le 1^{er} novembre 1993 en qualité de secrétaire d'administration à ladite administration ;
Qu'elle a été revêtue du grade d'Attachée (secrétaire d'administration) le 1^{er} janvier 1996 ;
Qu'elle a exercé les fonctions supérieures de Chef de Division du 1^{er} janvier 2005 au 31 mai 2008 ;
Qu'elle a été promue au grade de Chef de Division : 1^{er} juin 2008 ;
Qu'elle bénéficie d'un bulletin d'évaluation : Très Positif ;
Qu'elle fonctionne au Service de gestion administrative du personnel à la Direction générale transversale des Finances et du Budget, des Ressources humaines, des Affaires générales, des Technologies de l'information et de la communication.

Vu les éléments suivants du dossier de Madame Nicole STEUKERS, à savoir :

Qu'elle est entrée en fonctions : 25 avril 1985 en qualité de rédacteur-vérificateur stagiaire Onem ;
Qu'elle a été désignée le 1er janvier 1986 en qualité de commis dactylographe ;

Qu'elle a été désignée en qualité de rédacteur-vérificateur le 1^{er} février 1987 ;
Qu'elle a été nommée à titre définitif: 1er juillet 1994 en qualité de rédacteur-vérificateur ;
Qu'elle a été revêtue du grade d'employé d'administration le 1er janvier 1996 ;
Qu'elle a été promue au grade de Chef de service administratif : 1^{er} février 1996 ;
Qu'elle a été promue au grade de Chef de Bureau : 1er décembre 1999 ;
Qu'elle a exercé les fonctions supérieures de Chef de Division du 24 mai 2002 au 31 mai 2008 ;
Qu'elle a été promue au grade de Chef de Division : 1er juin 2008 ;
Qu'elle a exercé les fonctions supérieures de Directeur adjoint du 1^{er} juin 2010 au 30 novembre 2011 ;
Qu'elle a été promue au grade de Directeur adjoint : 1^{er} décembre 2011 ;
Qu'elle bénéficie d'un bulletin d'évaluation : Très Positif ;
Qu'elle fonctionne à la Direction générale transversale des Finances et du Budget, des Ressources humaines, des Affaires générales, des Technologies de l'information et de la communication.

Vu les éléments d'appréciation fournis par les pièces contenues dans les dossiers mis à disposition des membres du conseil provincial ;

Vu les éléments d'appréciation fournis par les pièces contenues dans le dossier mis à la disposition des membres du Conseil ;

Vu la proposition motivée du Collège provincial en faveur de la nomination , par voie de promotion, de Madame Nicole STEUKERS mettant en exergue l'ancienneté et le parcours professionnel de l'intéressée, lui ayant permis de connaître le fonctionnement et les rouages de la Direction générale transversale, son expérience en qualité de Directeur adjoint au sein de la Direction générale transversale et enfin , ses qualités remarquables de gestionnaire ;

Vu le livre II du Code wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation du 22 mars 2005 organisant les Provinces et les dispositions de la Loi provinciale non abrogées ;

Vu les statuts administratif et pécuniaire du personnel provincial non enseignant ;

Statuant à huis clos et au scrutin secret ;

Procède, par bulletin secret, à la promotion, à dater du 1^{er} avril 2015, d'un Directeur à la Direction générale transversale des Finances et du Budget, des Ressources humaines, des Affaires générales, des technologies de l'information et de la communication ;
Le dépouillement des bulletins donne les résultats suivants :

- 50 membres prennent part au vote :
- nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 50
 - nombre de bulletins blancs ou nuls : 1
 - votes valables : 49
 - majorité absolue : 26

Madame Muriel LAPAILLE obtient 1 suffrage.
Madame Anne PIROTTE obtient 3 suffrages.
Madame Nicole STEUKERS obtient 45 suffrages.

Attendu que le Conseil provincial se rallie à la motivation proposée par le Collège provincial ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Madame Nicole STEUKERS est promue, à dater du 1^{er} avril 2015, en qualité de Directrice à la Direction générale transversale des Finances et du Budget, des Ressources humaines, des Affaires générales, des Technologies de l'information et de la Communication.

Article 2 – La présente résolution sera adressée à l'intéressée, pour lui servir de titre, et à la Direction générale transversale des Finances et du Budget, des Ressources humaines, des Affaires générales, des Technologies de l'information et de la communication, pour information.

En séance à Liège, le 23 mars 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG